



## La situation économique et financière de l'Autriche en septembre 2014

**L**e 18 Septembre 2014, les deux instituts de conjoncture autrichiens, le WIFO (Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung) et l'IHS (Institut für Höhere Studien), ont communiqué leurs prévisions économiques à l'occasion de leur traditionnelle conférence de presse conjointe trimestrielle. L'économie autrichienne manquerait de « sève » et se retrouverait « impuissante » face à la faiblesse de la demande internationale, dans un contexte de montée des risques géopolitiques. Sans surprise, les deux instituts ont annoncé une révision à la baisse de la croissance autrichienne en 2014, laquelle n'atteindrait que 0,8 %, pour se redresser en 2015 dans une fourchette de 1,2 à 1,6 %. Outre à la moindre croissance du commerce extérieur, cette performance en demi-teinte est due à la faiblesse des investissements et à la maigre consommation des ménages. Ainsi, les investissements se révéleraient décevants (0,9 % pour le WIFO mais tout de même 1,5 % pour l'IHS). S'agissant de la consommation, elle ne contribuerait que faiblement à la croissance, de 0,4 à 0,5 %. La pression fiscale, en raison de la progression à froid, provoquerait même une légère décreue du pouvoir d'achat. Dans ces circonstances, le chômage devrait connaître une légère augmentation et passer de 5 % en 2014 à 5,2 % en 2015. Ces chiffres restent bons au regard des performances des pays membres de l'Union européenne mais l'économie ne serait plus en capacité d'absorber les nouveaux venus sur le marché du travail, notamment en ce qui concerne les emplois peu qualifiés. L'inflation resterait élevée par rapport à la moyenne européenne, avec 1,8 % en 2014, en raison de la dynamique salariale et des rigidités dans la formation des prix de détails. Enfin, en termes de déficit, les deux instituts ne prévoient pas de dérapage en 2014 et il devrait se limiter à 2,8 ou 2,9 % du PIB.

Dans ce contexte, la confédération des syndicats (Österreichischer Gewerkschaftsbund, ÖGB) a proposé une ambitieuse réforme fiscale qui abaisserait de 36 à 25 % la première tranche de l'impôt sur le revenu. Le coût budgétaire de cette mesure, 6 Mrd EUR, serait compensé par l'introduction d'impôts sur le patrimoine (qui restent à définir), l'accroissement de la lutte contre la fraude, l'élimination des doubles subventions et par l'effet d'entraînement dû à l'augmentation du pouvoir d'achat. La chambre des travailleurs (Arbeiterkammer, AK) s'est jointe à la proposition qui a été reprise par le chancelier. La neutralité budgétaire de la réforme n'est pas mise en cause à l'heure où l'Autriche verra son endettement atteindre 87 % du PIB en fin d'année contre 74,5 % précédemment en raison de la prise en compte statistique de dettes dissimulées (celles des chemins de fer et de la structure de défaisance KA Finanz notamment) et du poids de la liquidation de la banque Hypo Alpe Adria.

Pour obtenir des informations complémentaires, visitez notre site sous [www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche](http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/autriche)